



Communiqué de presse

97/23

Montreuil, le 9 novembre 2023

Le gouvernement continue de maltraiter l'hôpital public à coup de 49.3...

Une nouvelle fois hier, la Première ministre Elisabeth Borne a engagé la responsabilité du gouvernement sur le volet "dépenses" et sur l'ensemble du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale. Outre l'adoption du texte, sauf vote d'une motion de censure, le recours au 49.3 permet à l'exécutif de sélectionner les amendements qu'il souhaite intégrer au PLFSS.

Depuis plusieurs mois, voire années, la Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale dénonce avec force l'incapacité de ce gouvernement à prendre des mesures budgétaires à la hauteur des besoins de santé et d'accompagnement de la population. La Santé est un bien commun, non pas une marchandise qui doit être rentable ! **Sa privatisation à outrance ne vise qu'à supprimer à très court terme les fondements de la Sécurité Sociale : « Chacun cotise en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins ».**

Pire, par leur inaction réelle à vouloir répondre aux exigences des professionnel.le.s, c'est l'ensemble de l'hôpital public et des structures d'accompagnement (EHPAD, foyers de l'enfance...) qui est mis à mal au point d'être au bord de la rupture. De plus en plus, la population est confrontée à des inégalités d'accès aux soins, avec des différences notables de prise en charge en fonction des moyens financiers des usagers.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale sera une nouvelle fois auprès des professionnel.le.s lors de la journée intersyndicale de grève et de manifestations du 16 novembre, et appelle tous les usagers à se mobiliser pour le bien commun qu'est notre système de Santé et d'Action Sociale.